



MICROFICHE N°

33812

République Tunisienne

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CENTRE NATIONAL DE

DOCUMENTATION AGRICOLE

TUNIS

الجمهورية التونسية
وزارة الزراعة

المركز القومي
للتوثيق الفلاحي
تونس

F 1

REPUBLIQUE TUNISIENNE
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
DIRECTION DE LA PRODUCTION AGRICOLE

[-] REPARATION DU PLAN 1973-74

-0*0-

([-] DE L'AGRICULTURE
SOUS-[-] LES CULTURES MARAICHIERES

-0*0-

RETROSPECTIVE DECENNALES 1962-71

Janvier 1972

PROSPECTIVE DECENNALE 1962-71

Rapport sectoriel du sous comité des cultures maraichères

I - Introduction

L'Evaluation de la situation de départ ⁽¹⁹⁶²⁾ était que très grossière, basée sur les déclarations d'impôts directs et soumise à certaines corrections systématiques sur estimant aussi bien les superficies que les productions. Ex :

Superficie totale obtenue à partir des déclarations	
d'impôts directs	14.490 Ha
Superficie totale corrigée	26.400 Ha

Aujourd'hui la situation est apparemment différente, un certain nombre d'éléments statistiques est disponible mais les écarts constatés entre les chiffres avancés peuvent aller jusqu'à 35%, ce qui peut conduire à un bilan positif ou négatif selon la source adoptée.

1.1. - Les objectifs retenus pour la décennie

À la veille de la décennie le secteur maraîcher était très extensif, d'une production insuffisante, des rendements très faibles et fluctuants, il s'agissait donc :

- De pourvoir aux besoins du marché intérieur en produits frais et transformés.
- D'exporter certains produits à des époques intéressantes.

1.1.1. - Le pré-plan (1962-64) a mis l'accent sur :

- . L'extension des surfaces réservées à l'assolement maraîcher en créant de nouveaux périmètres irrigués.
- . L'intensification des systèmes de production (assolements, fertilisation, lutte antiparasitaire etc...)
- . La diversification des espèces et variétés productives afin d'augmenter les rendements et de répondre aux goûts les plus divers.

1.1.2. - Le Plan quadriennal 1968-72 ayant constaté que le système d'assolement semencier national ou une large part est destinée aux solanées (15%) que le fourrage occupe une place négligeable et que les légumineuses diverses ne valorisent pas assez la journée de travail prévue :

- la réalisation des objectifs du céréaliier,
- l'accroissement des superficies en faveur des produits destinés au commerce et à l'industrie,
- l'intégration des fourrages dans l'assolement semencier (production locale de foin pour subvenir aux besoins des cultures en matière organique),
- Régionalisation des assolements en fonction des productions semencières prévues.

1.1.3. - Le plan quadriennal 1968-72 retient les mêmes objectifs que les plans précédents, en outre, il insiste sur :

- la sélection et la production locale de semences et plants,
- le contrôle des prix à la commercialisation,
- Un accroissement de la production moyenne de 5% par an,
- Extension des périmètres irrigués de taille modérée où le coût d'investissement à l'ha est faible et la mise en eau est rapide (pompage dans les nappes souterraines ou les lits d'oueds).

1.2. - Rythme de développement

Le plan decennal (1962-71) prévoit l'accroissement des cultures maraichères en superficies en production et en rendements comme suit : (Tableau 1)

Prévisions	Rythme de développement prévu dans la Décennie															
	1961				1964				1968				1971			
	S	P	R	Ha	S	P	R	T/ha	S	P	R	Ha	S	P	R	Ha
Cultures	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Pomme de terre	2.840	142.500	115	1	3.275	149.125	115	1	4.200	167.200	115	1	4.900	173.500	115	1
Artichaut	1.140	11.400	10	1	1.200	12.000	10	1	2.800	28.000	10	1	4.150	41.500	10	1
- Primeurs	284	3.685	113	1	360	7.200	120	1	1.100	40.000	140	1	1.200	30.000	15	1
Tomate saison	3.860	149.940	112	1	4.870	197.400	120	1	6.160	195.000	115	1	5.650	141.250	125	1
Ar. Saison	106	1.375	112,9	1	130	2.600	120	1	300	8.000	140	1	200	5.000	125	1
- Primeurs	130	900	7	1	75	375	5	1	740	3.700	5	1	300	1.800	6	1
Fenest saison	4.920	142.800	18,7	1	4.450	50.270	11	1	4.140	55.000	13,3	1	5.470	73.540	13	1
Mora	150	1.800	12	1	120		1	1	420	6.300	15	1	120	1.800	15	1
Cucurb.Primeur & Ir.	140	2.380	17	1	350	2.100	6	1	4.140	73.120	17	1	1.050	6.300	6	1
Saison en sec	4.860	147.600	7	1	5.650	67.320	12	1	6.000	48.000	8	1	6.300	54.500	15	1
Asperge	70	200	3	1	140	420	3	1	400	1.200	3	1	570	1.710	3	1
Fraisier	600	3.000	5	1	860	4.300	5	1	400	1.800	6	1	1.060	5.300	5	1
Haricot vert	180	720	4	1	650	2.600	4	1	700	2.800	4	1	1.650	6.600	4	1
Petit-pois	1.500	9.000	6	1	2.135	12.810	6	1	3.000	18.000	6	1	2.135	12.810	6	1
Légumes divers	8.000	125.000	15	1	10.220	186.250	18	1	12.250	180.000	14	1	14.100	277.500	19	1
	28.780	342.300			34.485	494.770			46.750	628.120			48.855	777.400		

Remarques :

1) Ces données proviennent de deux sources : plan triennal 1962-64 et plan quadriennal 1965-68. Pour 1961 ils ont été rectifiés d'après le compte ressources emplois.

2) Superficies :

Si l'on considère que la superficie de 48.855 Ha, prévue pour l'année 1971 comme étant égale à 100%. Le rythme de développement serait de : 58% en 1961 (année de départ), 70% en 1964 et 95% en 1968.

.../...

L'accroissement serait de 12% au cours du 1er plan, 22% en 2ème plan et de 5% pour le 3ème plan.

3) Production :

La production globale prévue pour l'année 1971 est de 777.400 T, celle-ci étant égale à 100% ; celle de l'année de départ 1962 serait de 44% , de 1964 : 63% et celle de 1968 égale à 80%.

Dans ce cas le rythme d'évolution est respectivement pour les trois plans égal à : 19%, 17% et 20%.

Il y a lieu de signaler que les forts rendements prévus pour le premier plan ont été diminués pour le deuxième puis considérablement augmentés pour le 3ème plan.

1.3. - Moyens d'action prévus :

Bien que les actions à réaliser ne varient pas beaucoup d'un plan à l'autre, les moyens à consacrer semblent plus précis dans le cas du premier.

1.3.1 - Pré-plan 1962-64

Pour répondre aux objectifs du pré-plan, les mesures de politique économiques suivantes ont été prévues :

Natures des investissements	Subvention	Prêts de l'Espagne	Autofinancement	Observations
Extension des périmètres maraichers	120.000 D	2.500.000 D	1.300.000 D	concernant 17.500 Ha
Utilisation des produits chimiques				
- engrais N.P.K.	200.000	600.000	200.000	
- pesticides	42.560	130.000	39.000	
Matériel de traitements	-	100.000	20.000	
Acquisition des semences et plants sélectionnés	200.000	1.100.000	1.200.000	Tomates "D.T. Union" des primeurs-fineurs Artichauts-Fraisiers.

En outre, un crédit de 70.000 D a été alloué aux parcelles pilotes qui seront gérées par les organes de l'Etat (service de la P.A.V.).

1.3.2. - Plan quadriennal 1965-69

L'achat global de l'assolement maraicher s'élève à 9.060.670 D dont l'équivalent de 3000094 D en devis.

Le plan ne donne aucune précision quant à la ventilation de ces investissements. Par contre l'état d'avancement des travaux et les prévisions de création de nouveaux périmètres irrigués sont :

Périmètres	Superficie en plein	Superficie nette en intercalaire.
- En cours d'aménagement	9.515 Ha	1.120 Ha
- Nouveaux	6.600 Ha	2.450 Ha

Parallèlement une garantie de prix rémunérateurs aux produits fourragers et maraichers d'hiver a été envisagée afin de compenser le manque à gagner dû à la diminution des superficies réservées aux céréales.

1.3.2. - Plan quadriennal 1969-72

Avant cette quadriennie l'effort doit porter sur :

- L'achèvement des projets en cours d'exécution de qui permettra la mise en eau de plus de 10' de la surface totale irriguée en 1966 (DAVU, Lakhsa, Maari, lacs collinaires, ouïe de surface, El Hacharia, Napoca du centre.
- La poursuite des actions entreprises dans l'OMVU et dans le centre couvrant 20.000 Ha environ.
- Exploitation des eaux la haute Medjerda la mise en eau de surfaces nouvelles atteindra 25.000 Ha en 1972.

Le comité de synthèse du plan a retenu un chiffre global d'investissements de production agricole de 99.115.000 0

II - LES REALISATIONS DE LA COTONNIE

2.1. - Les efforts de développement

2.1.1. - Les investissements

Les investissements réalisés au moyen du budget d'Equipe de l'Etat et concernant l'intensification de l'Agriculture s'élèvent à

7.220.821 D en 1954

7.559.000 D en 1955

2.834.672 D en 1956

2.078.322 D en 1957

4.304.681 D en 1958

3.552.717 D en 1959

TOTAL 27.739.913 D

Le budget qui ne couvre que six campagnes sur dix ne permet pas d'individualiser les crédits qui étaient réservés aux cultures maraichères.

A ces investissements effectués par l'Administration Centrale s'ajoutent celles réalisées par les Offices.

INVESTISSEMENTS EFFECTUES AU COURS DE LA CENNAIF 1952-1971

DANS LES PRELIMINAIRES DE L'OMVA

P L A N S	Valeur totale Investie pour l'axe en Valeur pris- te-route-aménagement con- pris	Superficie Totale/Ha	Surfaces à vocation maraichère	Valeur Inv estie pour le maraichage
1962 - 1964	3.885.000 D	11.500 Ha	2.200 Ha	1.100.000 D
1965 - 1968	2.249.000 D			
1969 - 1971	1.591.000 D	5.400 Ha	1.200 Ha	30.000 D
T O T A L	7.325.000 D	16.500 Ha	3.400 Ha	1.450.000 D

(Juillet 1972)

2.1.2 - Formation professionnelle

Sans doute les différents plans de développement ont assigné une place très importante au secteur agricole en y consacrant plus du tiers des investissements globaux. Néanmoins les objectifs étaient loin d'avoir été atteints principalement à cause de l'insuffisance en nombre et en qualité des cadres agricoles au sens le plus large allant de l'ouvrier qualifié à l'ingénieur de conception. Les ingénieurs agricoles formés au cours de la décennie au nombre de 450 environ se sont trouvés recrutés par les services publics (Instituts de recherche, enseignement agricole, vulgarisation et exécution des travaux de mise en valeur etc...). Très peu se sont spécialisés en cultures maraîchères.

Les agents et adjoints techniques diplômés bien que nombreux n'ont que des notions très vagues sur les cultures maraîchères en Tunisie.

Les centres de formation professionnelle de perfectionnement et de recyclage ont permis de disposer de plusieurs milliers d'ouvriers spécialisés en plusieurs disciplines, mais ils ne sont employés dans ce secteur.

Quant à la formation sur le tas dans les entreprises agricoles et au contact des réalités de l'exploitation on n'a pas d'information statistiques exactes à ce sujet.

Actuellement ces cadres polyvalents ; bien à part quelques exceptions ne consacrent qu'une fraction infime de leur temps à s'occuper des problèmes maraîchers. Il est souhaitable qu'on renforce dans l'avenir les équipes existantes par la formation de cadres spécialisés en cultures maraîchères à tous les niveaux en commençant par former un nombre suffisant de formateurs (= ingénieurs horticoles).

2.1.4 - Organisation du Secteur

Pendant la décennie (1962-1971) l'organisation du secteur agricole est la suivante :

2.1.4.1 - Recherche Agronomique :

Dans ses activités, la section des cultures maraichères de l'INRIAT pendant la décennie a réalisé ce qui suit :

- Mise au point d'une variété de tomate d'arrière-saison résistante aux nematodes, à fruits ronds, lisses et de couleur uniforme : *Unité 9*.

- Etablissement d'une liste variétale de potées de terre (en coopération avec l'ONVW et la DPA correspondant aux besoins des différentes époques de culture (primeur, saison, arrière-saison).

Primeur : Farfadette, Humalda, Ostara, Sieglinda, Sientje, Sounta, Rosy-~~claudia~~, *Ugenta*.

Saison : Ackersgen, Korpandy, Claudia, Patronès, Birka, Varijke, Cosina, Désirée, *Claudia*, *Ugenta*.

Ar-saison: Sounta, Ackersgen, Korpandy, Varijke, Cosina, Birka et Désirée.

- Mise au point d'un certain nombre de variétés d'haricot vert aussi bien pour la culture d'automne que de printemps.

- Introduction de variétés d'oignon et de fraisiers convenant aux conditions climatiques de la Tunisie.

- Mise au point d'autres variétés de tomate et hybrides de différentes formes convenant bien au climat de la Tunisie.

Etudes en cours :

Poursuite des travaux de mise au point de techniques culturales les espèces maraichères suivantes :

- Tomate d'arrière-saison
- Tomate de primeur
- Melon de primeur et de saison
- Artichaut
- Potée de terre
- Fraisier
- Aubergine
- Haricot vert

- Pois
- Création de variétés adaptées à partir de populations locales pour les variétés suivantes :
- Piment fort
- Carotte
- Cigou
- Melon d'été

Plantes à long terme :

- Mise au point des techniques relatives aux cultures forcées pour les espèces suivantes :
- Laiton de primeur
- Haricot vert
- Fraisier
- Piment

2.1.4.2 - Vulgarisation :

La vulgarisation joue un rôle très important dans le développement de l'agriculture tunisienne et notamment dans :

- 1°) L'intensification de la production agricole :
- 2°) L'adaptation de la vulgarisation aux structures d'exploitation :
- 3°) L'adaptation de la vulgarisation aux niveaux techniques locaux :

Pour la période (1962-1971) la division vulgarisation du Ministère de l'Agriculture, l'Office de la Mise en Valeur de la vallée de la medjerda, et certains projets bilatéraux (Projet Tuniso-Allemand d'El-Houaria Marba et Djersouda et le Projet Tuniso-Morlandais de Saïda, et le Projet de Tunis 25), et la station expérimentale de Manouba ont joué un rôle très important dans le développement des cultures maraîchères.

Les cultures qui ont bénéficié de cet effet conjugué sont :

- Artichaut
- Pomme de terre
- Tomate
- Piment doux
- Melon
- Fraisier

Toutefois il faut reconnaître que cet effet, malgré son importance laisse encore des lacunes tant sur le plan technique que sur le plan exécution (sensibilisation des agriculteurs).

2.1.4.3 - Approvisionnement :

De 1962-1971 l'utilisation des intrants, aussi bien mécaniques chimiques que matériel végétal de multiplication, s'est accrue en Tunisie.

Toutefois il faut signaler le manque de productivité de certaines espèces maraîchères et les difficultés d'approvisionnement dont les résultats sont :

- Prix élevés
- degré de conviction des petits exploitants
- absence de vulgarisation d'organismes de commercialisation
- non disponibilité du produit au moment opportun.
- Insuffisance de crédit.

2.1.4.4 - Distribution :

L'écoulement des produits agricoles n'est pas indépendant des éléments précédents et... tributaire d'une bonne organisation du ramassage des récoltes.

Les unions régionales de coopératives, les coopératives de Services l'U.C.C.M.F. ont essayé de jouer un rôle dans le :

- Ramassage des récoltes
- Conditionnement
- Normalisation
- Statistiques des produits.

Pendant cette décennie; le secteur de la distribution, malgré ses efforts, reste toujours insuffisant.

2.1.f - SITUATION DES CREDITS C.I. CULTURES MARAICHIERES
ACTIF AU COURS DES 3 DERNIERES ANNEES

<u>Année au 30.11.71</u>	<u>Montants en Dinars</u>		
	<u>ANNEES</u>	<u>PARTICULIERS</u>	<u>COOPERATIVES</u>
			<u>TOTAL GENERAL</u>
- 1969		106.000	48.720
- 1970		256.720	26.910
- 1971		102.000	-
<u>TOTAL</u>		<u>464.720</u>	<u>75.630</u>
			<u>540.350</u>

2.2. - Les résultats et leur analyse

2.2.1. - La production

Les productions des Cultures maraichères réalisées durant la décennie ne suivent pas le même rythme que celui des superficies emblavées par suite de la variation des rendements d'une année à l'autre.

REALISATION D'APRES LES COMPTES RESOLUS
TRAQUEES PAR LA SOCIETE

[illegible]

(*) L'année 1971 a été calculée d'après recense du Ministère de l'Agriculture et du Ministère de l'Environnement, 1971.

BY ORDER OF THE COURT

• **Production of**

2000

Le tableau 2 démontre cette constatation ; il a été dressé à partir des données citées dans le 1er et le 2^e plan, toutefois le sous-comité a jugé utile de corriger certains chiffres en consultant le compte Ressources - récoltes.

A titre indicatif le tableau 3 indique les données des réalisations prévues dans les 3 plans.

Les données de 1971 proviennent de la FAO (D.T.V.)

Dans le tableau 2 il y a lieu de remarquer que les superficies occupées par le haricots étaient de l'ordre de :

1961	:	49'	(28.770 ha)
1964	:	79'	(44.475 ha)
1969	:	73'	(43.017 ha)
1971	:	100'	(50.632 ha)

Le rythme d'extension est de :

- 26' pour le 1er plan
- 2' pour le 2^e plan
- 27' pour le 3^e plan.

Quant à la production globale des cultures haricots elle a évolué comme suit :

1961	:	50'	(342.300 T)
1964	:	73'	(501.180 T)
1969	:	73'	(490.290 T)
1971	:	100'	(678.652 T)

L'accroissement serait de :

23 % pour le 1er plan

0 % pour le 2è plan

27 % pour le 3è plan

Bilan de la décennie

Les superficies et les productions des cultures maraichères réalisées au cours des 3 plans sont mentionnées dans le tableau 4 en comparaison avec les prévisions (100.)

TABLÉAU 4

- % Evolutions des superficies et Productions
(Réalisations par rapport aux Prévisions)

	1961	1964	1968	1971
Superficie	49 %	129 %	92 %	120 %
Production	60 %	125 %	73 %	97 %

TABLEAU 5

COUTS DE PRODUCTION (H.K.O.)

- - - - -

	1961	1964	1968	1971
CHMO unitaire D/Ha	Superficie Ha	Valeur D	Superficie Ha	Valeur D
Pouze de terre	230	232.200	2.950	1.106.000
Artichaut	200	228.000	1.620	324.000
Primeur	440	124.960	570	250.800
Tomate	170	656.200	5.700	1.479.000
Ar. saison	440	46.640	300	132.000
Primeur	300	39.000	1.180	354.000
Saison	170	836.400	6.270	1.065.900
Niora	170	25.500	450	76.500
Cucurbit. saison	100	14.000	270	27.000
irrigué	150	729.000	9.440	1.416.000
Asperge	160	11.200	25	4.000
Prinmier	110	66.000	60	6.600
Haricot vert	140	25.200	240	33.600
Petit-Pois	95	142.500	1.400	133.000
Légumes divers	100	800.000	10.000	1.000.000
Totaux	26780	4.539.800	44.475	7.408.400
			43.017	7.277.690
				5.987.350

TABLEAU 5

COUTS DE PRODUCTION (H.K.O.)

- - - - -

	1961	1964	1968	1971
CHMO unitaire D/Ha	Superficie Ha	Valeur D	Superficie Ha	Valeur D
Pouze de terre	230	232.200	2.950	1.106.000
Artichaut	200	228.000	1.620	324.000
Primeur	440	124.960	570	250.800
Tomate	170	656.200	5.700	1.479.000
Ar. saison	440	46.640	300	132.000
Primeur	300	39.000	1.180	354.000
Saison	170	836.400	6.270	1.065.900
Niora	170	25.500	450	76.500
Cucurbit. saison	100	14.000	270	27.000
irrigué	150	729.000	9.440	1.416.000
Asperge	160	11.200	25	4.000
Prinmier	110	66.000	60	6.600
Haricot vert	140	25.200	240	33.600
Petit-Pois	95	142.500	1.400	133.000
Légumes divers	100	800.000	10.000	1.000.000
Totaux	26780	4.539.800	44.475	7.408.400
			43.017	7.277.690
				5.987.350

TABLEAU 6

Valeur de la Production Brute (1)

		1961	1964	1968	1971	
	Prix unitaire D/T	Production T	Valeur D	Production T	Valeur D	Production T
Pomme de terre	35	42.500	1.487.500	51.400	1.799.000	67.200
Artichaut	50	111.400	570.000	13.000	650.000	10.400
Tomate	50	3.685	184.250	17.000	850.000	56.900
Primeur	18	142.940	828.920	104.000	1.872.000	63.400
Saison	50	1.375	68.750	9.000	450.000	5.700
Ar. pailonné	100	200	20.000	4.700	470.000	4.500
Piment	35	42.800	1.498.000	69.000	2.415.000	62.500
Primeur	30	1.800	54.000	3.900	117.000	6.700
Saison	25	2.380	59.500	2.700	67.500	1.920
Cucurb. Sec	35	47.600	1.190.000	94.400	2.350.000	84.000
Irrigué	150	200	30.000	200	30.000	60
Non irrigué	150	3.000	420.000	240	36.000	300
Haricot vert	100	730	72.000	600	60.000	1.200
Petit-Pois	60	2.000	540.000	8.440	506.400	8.000
Légumes divers	25	125.000	3.125.000	122.600	3.065.000	125.500
T o t a l		342.300	10.317.930	501.180	14.747.900	498.300

(1) voir Tableau 2

TABLEAU 7

W. ALEUR AJOUTEE

(on Dinars)

	P.B.	C.H.N.O.	V.A.	P.B.	C.H.N.O.	V.A.	1964	1968	1971
Foume de terre	11.487.500	295.200	692.300	1.799.000	1.106.000	693.000	324.000	520.000	540.000
ARTICHAUT	570.000	228.000	342.000	650.000	-	326.000	-	200.000	200.000
TOMATE Primeur	184.250	124.960	52.290	850.000	250.800	599.200	1.245.000	949.000	900.000
Saison	898.920	656.200	242.720	1.872.000	1.479.000	292.000	1.141.200	957.200	179.000
Ar. Saison	68.750	46.640	22.110	450.000	132.000	218.000	285.000	101.200	182.800
PRINTEMPS Primeur	90.000	32.000	51.000	470.000	354.000	116.000	450.000	115.000	315.000
Saison	1.598.000	836.400	661.600	2.415.000	1.065.200	1.349.100	2.187.500	1.707.000	980.500
Hiers	54.000	25.500	25.500	117.000	76.500	40.500	201.000	141.250	58.710
CUCURB. Sec	59.500	14.000	45.500	67.500	27.000	40.500	42.000	15.000	32.000
Irrigue	1.150.000	729.000	561.000	2.360.000	1.416.000	944.000	2.100.000	1.640.000	860.000
Aperce	30.000	11.200	18.800	20.000	4.000	26.000	9.000	5.200	5.500
Primeur	450.000	66.000	384.000	36.000	6.600	29.400	15.000	54.000	34.000
Haricot vert	72.000	25.300	46.800	60.000	33.600	26.400	120.000	55.000	64.000
Petit - Fols	540.000	142.500	397.500	505.400	133.000	373.400	480.000	152.000	228.000
Légumes divers	3.125.000	800.000	2.325.000	3.065.000	1.000.000	2.065.000	2.887.500	2.225.000	2.652.500
Total	10.317.920	5.538.800	4.778.120	14.747.900	4.084.400	3.395.000	2.777.000	2.225.000	2.652.500

2.2.2. - Emploi

Le tableau suivant met en parallèle la somme des journées de travail pour chaque spéculation et pour les années repères des 3 plans précédents.

La comparaison des réalisations aux prévisions montre que dans tous les cas le secteur maraîcher aurait procuré plus de journées de travail que prévu, le gain en 1968 est néanmoins minime et ceci est d'autant plus vrai que les superficies ont dépassé les prévisions en 1964 et 1971. Toutefois si l'on tient compte de l'élévation de la production on voit bien que ces journées de travail supplémentaires ne peuvent qu'augmenter les prix de revient, à moins que les normes théoriques utilisées pour les calculs soient supérieures à la réalité, et, dans ce cas il serait difficile d'estimer l'emploi réellement consommé.

III - CONCLUSIONS

3.1 Obstacles au développement du secteur :

Il y a deux catégories d'obstacles qui ont freinés le développement de ce secteur, le premier est d'ordre général qui a agi sur l'ensemble de l'Agriculture, le second plus spécifique au maraîchage.

3.1.1 - Obstacles rencontrés par toute l'agriculture et, par voie de conséquence sur les cultures maraîchères

3.1.1.1) Structures agraires caractérisées par une dimension souvent trop petite de la propriété et un grand morcellement, ce qui handicape toute possibilité d'installation d'assolement rationnel et notamment d'association élevage-maraîchage très souhaitable à l'échelle de l'exploitation.

3.1.1.2) La non application de la loi sur la réforme agraire dans les P.D.I. ou de toute autre formule de mise en possession :

Les propriétaires n'osent pas entreprendre l'exploitation de leurs terres sur les périmètres irrigués tant que leurs lots ne sont pas définis et toutes les formalités achevées ; d'où l'important manque à gagner qui a suivi la mise en place de ces périmètres.

3.1.1.3) Manque de technicité de l'agriculteur et d'encadrement

L'intensification de l'agriculture, l'emploi des méthodes nouvelles, l'emploi de l'irrigation, l'introduction de l'élevage.... nécessitent une grande technicité qu'il faut inculquer progressivement à l'agriculteur.

Pour cela il faut disposer d'un encadrement très étoffé pour la vulgarisation, or le nombre d'ingénieurs formés est très insuffisant et très peu de jeunes sont attirés par cette carrière.

3.1.1.4) Circuits d'approvisionnement et d'écoulement

L'approvisionnement en intrants divers à l'échelle de l'agglomération rurale ne se fait que très mal et seulement sous la poussée de l'Administration. Le commerce ne fait aucun effort en la matière.

De même pour l'écoulement.

Il est utile de définir une politique d'action ^{conjointe} avec l'Economie Nationale pour résoudre ce problème.

3.1.1.f) L'absentéisme : La majeure partie de la propriété des terres agricoles appartient à des agriculteurs qui ne vivent pas sur leur ferme : ce qui se traduit par exemple :

- dans le Nord par une agriculture extensive sans aucun effort d'intensification (plantation, cultures fourragères, maraichères, élevage....) qui nécessite une présence continue de l'exploitant.

- Dans le périmètre du Nebhana ; par un vieillissement extrême de l'olivette sans qu'on recherche à se reconverter à l'irrigation mise à la disposition de l'agriculteur par l'Etat.

- Dans les oasis : l'activité se limite de plus en plus à l'irrigation, collinisation et récolte des palmiers par les Khams et absence de tout effort d'intensification par des cultures fruitières, maraichères et par l'élevage.

3.1.2. - Obstacles spécifiques au maraichage

3.1.2.1 - Absence de modalités pratiques de développement des cultures maraichères dans les différents plans :

Les 3 plans ont prévu une mise en place très détaillée d'une infrastructure hydraulique importante, comme ils ont défini les objectifs de production ordonnés. Mais, par contre ni les plans, ni l'Administration, ni la profession n'ont mis au point une stratégie permettant de parvenir aux objectifs visés.

3.1.2.2 - Surexploitation de certaines nappes d'eau non conforme à leurs potentialités (cas du Cap-Bon - du Farnag) dû res-

tamment à la mise en place de cultures irriguées supérieures au potentiel des nappes concernées ; et, ceci est dû soit à la quasi impossibilité de contrôle de l'exploitation de ces nappes soit à une optimisme dans les estimations faites durant la décennie (cas d'El Hammaria).

3.1.2.3 - Recherche : Le laboratoire des cultures maraichères de l'ISRAAT n'a disposé durant la décennie que d'un ou deux chercheurs (suivant les années), ce qui ne pouvait répondre aux nombreux problèmes posés par l'introduction et le développement des cultures maraichères.

3.1.1.f) L'absentéisme : La majeure partie de la propriété des terres agricoles appartient à des agriculteurs qui ne vivent pas sur leur ferme : ce qui se traduit par exemple :

- dans le Nord par une agriculture extensive sans aucun effort d'intensification (plantation, cultures fourragères, maraichères, élevage....) qui nécessite une présence continue de l'exploitant.

- Dans le périmètre du Nebhana ; par un vieillissement extrême de l'olivette sans qu'on recherche à se reconverter à l'irrigation mise à la disposition de l'agriculteur par l'Etat.

- Dans les oasis : l'activité se limite de plus en plus à l'irrigation, collinisation et récolte des palmiers par les Khams et absence de tout effort d'intensification par des cultures fruitières, maraichères et par l'élevage.

3.1.2. - Obstacles spécifiques au maraichage

3.1.2.1 - Absence de modalités pratiques de développement des cultures maraichères dans les différents plans :

Les 3 plans ont prévu une mise en place très détaillée d'une infrastructure hydraulique importante, comme ils ont défini les objectifs de production ordonnés. Mais, par contre ni les plans, ni l'Administration, ni la profession n'ont mis au point une stratégie permettant de parvenir aux objectifs visés.

3.1.2.2 - Surexploitation de certaines nappes d'eau non conforme à leurs potentialités (cas du Cap-Bon - du Farnag) dû res-

t tellement à la mise en place de cultures irriguées supérieures au potentiel des nappes concernées ; et, ceci est dû soit à la quasi impossibilité de contrôle de l'exploitation de ces nappes soit à une optimisme dans les estimations faites durant la décennie (cas d'El Hammaria).

3.1.2.3 - Recherche : Le laboratoire des cultures maraichères de l'ISRAAT n'a disposé durant la décennie que d'un ou deux chercheurs (suivant les années), ce qui ne pouvait répondre aux nombreux problèmes posés par l'introduction et le développement des cultures maraichères.

3.1.2.4 - Insuffisances dans la politique d'exportation
et manque de coordination

L'exportation de produits agricoles surtout frais n'a pas été soumise à une politique d'ensemble sur le plan national qui aurait permis :

- d'augmenter son volume
- de mettre en place l'infrastructure et les structures qui lui sont nécessaires.
- de définir un système tarifaire adéquat (compensation)....

3.1727f - Problèmes des semences maraichères : Elles ne sont pas produites en Tunisie. Leur importation était plus ou moins régulière, ne répondait pas toujours aux critères de qualité, de variété, de prix, de conditions de stockage..... souhaitables.

Ce qui était très nuisible pour l'obtention d'un produit de qualité bien définie et à l'époque préconisée.

3.1.2.5 - Crédit agricole

Les investissements nécessaires à la mise en place et l'entretien des cultures maraichères sont très importants et, le maraicher moyen n'a que des possibilités très réduites, d'où la nécessité de revoir aussi bien les taux que le volume et les modalités d'octroi de ce type de crédit.

3.1.2.4 - Insuffisances dans la politique d'exportation
et manque de coordination

L'exportation de produits agricoles surtout frais n'a pas été soumise à une politique d'ensemble sur le plan national qui aurait permis :

- d'augmenter son volume
- de mettre en place l'infrastructure et les structures qui lui sont nécessaires.
- de définir un système tarifaire adéquat (compensation)....

3.1727f - Problèmes des semences maraichères : Elles ne sont pas produites en Tunisie. Leur importation était plus ou moins régulière, ne répondait pas toujours aux critères de qualité, de variété, de prix, de conditions de stockage..... souhaitables.

Ce qui était très nuisible pour l'obtention d'un produit de qualité bien définie et à l'époque préconisée.

3.1.2.5 - Crédit agricole

Les investissements nécessaires à la mise en place et l'entretien des cultures maraichères sont très importants et, le maraicher moyen n'a que des possibilités très réduites, d'où la nécessité de revoir aussi bien les taux que le volume et les modalités d'octroi de ce type de crédit.

III - CONCLUSIONS

3.1 Obstacles au développement du secteur :

Il y a deux catégories d'obstacles qui ont freiné le développement de ce secteur, le premier est d'ordre général qui a agi sur l'ensemble de l'agriculture, le second plus spécifique au maraîchage.

3.1.1 - Obstacles rencontrés par toute l'agriculture et, par voie de conséquence sur les cultures maraîchères

3.1.1.1) Structures agraires caractérisées par une dimension souvent trop petite de la propriété et un grand morcellement, ce qui handicape toute possibilité d'installation d'assolement rationnel et notamment d'association élevage-maraîchage très souhaitable à l'échelle de l'exploitation.

3.1.1.2) La non application de la loi sur la réforme agraire dans les P.D.I. ou de toute autre formule de mise en possession :

Les propriétaires n'osent pas entreprendre l'exploitation de leurs terres sur les périmètres irrigués tant que leurs lots ne sont pas définis et toutes les formalités achevées ; d'où l'important manque à gagner qui a suivi la mise en place de ces périmètres.

3.1.1.3) Manque de technicité de l'agriculteur et d'encadrement

L'intensification de l'agriculture, l'emploi des méthodes nouvelles, l'emploi de l'irrigation, l'introduction de l'élevage.... nécessitent une grande technicité qu'il faut inculquer progressivement à l'agriculteur.

Pour cela il faut disposer d'un encadrement très étoffé pour la vulgarisation, or le nombre d'ingénieurs formés est très insuffisant et très peu de jeunes sont attirés par cette carrière.

3.1.1.4) Circuits d'approvisionnement et d'écoulement

L'approvisionnement en intrants divers à l'échelle de l'agglomération rurale ne se fait que très mal et seulement sous la poussée de l'Administration. Le commerce ne fait aucun effort en la matière.

De même pour l'écoulement.

Il est utile de définir une politique d'action ^{commune} avec l'Economie Nationale pour résoudre ce problème.

3.1.1.5) L'absentéisme : La majeure partie de la propriété des terres agricoles appartient à des agriculteurs qui ne vivent pas sur leur ferme ; ce qui se traduit par exemple :

- dans le Nord par une agriculture extensive sans aucun effort d'intensification (plantation, cultures fourragères, maraîchères, élevage....) qui nécessite une présence continue de l'exploitant.

- Dans le périmètre du Nebhana ; par un vieillissement extrême de l'olivette sans qu'on recherche à se reconverter à l'irrigation mise à la disposition de l'agriculteur par l'Etat.

- Dans les oasis : l'activité se limite de plus en plus à l'irrigation, collinisation et récolte des palmiers par les Xhams et absence de tout effort d'intensification par des cultures fruitières, maraîchères et par l'élevage.

3.1.2. - Obstacles spécifiques au maraîchage

3.1.2.1 - Absence de modalités pratiques de développement des cultures maraîchères dans les différents plans :

Les 3 plans ont prévu une mise en place très détaillée d'une infrastructure hydraulique importante, comme ils ont défini les objectifs de production arrêtés. Mais, par contre ni les plans, ni l'Administration, ni la profession n'ont mis au point une stratégie permettant de parvenir aux objectifs visés.

3.1.2.2 - Surexploitation de certaines nappes d'eau non conformes à leurs potentialités (cas du Cap-Bon - du Mornag) où l'on est

tellement à la mise en place de cultures irriguées supérieures au potentiel des nappes concernées ; et, ceci est dû soit à la quasi impossibilité de contrôle de l'exploitation de ces nappes soit à un optimisme dans les estimations faites durant la décennie (cas d'El Manaria).

3.1.2.3 - Recherche : Le laboratoire des cultures maraîchères de l'INRA n'a disposé durant la décennie que d'un ou deux chercheurs (suivant les années), ce qui ne pouvait répondre aux nombreux problèmes posés par l'introduction et le développement des cultures maraîchères.

3.1.2.4 - Insuffisances dans la politique d'exportation et manque de coordination

L'exportation de produits agricoles surtout frais n'a pas été soumise à une politique d'ensemble sur le plan national qui aurait permis :

- d'augmenter son volume
- de mettre en place l'infrastructure et les structures qui lui sont nécessaires.
- de définir un système tarifaire adéquat (compensation)....

3.1.2.5 - Problèmes des semences maraîchères : Elles ne sont pas produites en Tunisie. Leur importation était plus ou moins régulière, ne répondait pas toujours aux critères de qualité, de variété, de prix, de conditions de stockage..... souhaitables.

Ce qui était très nuisible pour l'obtention d'un produit de qualité bien définie et à l'époque préconisée.

3.1.2.6 - Crédit agricole

Les investissements nécessaires à la mise en place et l'entretien des cultures maraîchères sont très importants et, le maraîcher moyen n'a que des possibilités très réduites, d'où la nécessité de revoir aussi bien les taux que le volume et les modalités d'octroi de ce type de crédit.

3.2. Les orientations souhaitables

Pour résoudre les problèmes ci-dessus énumérés et développer la production maraîchère le sous-comité fait les suggestions suivantes :

3.2.1) Sur le plan législatif

Etude et promulgation de textes réglementaires, et le cas échéant la provision des fonds nécessaires pour les points suivants :

- Crédit agricole
- Encouragement au remembrement
- Encouragement de la fixation des exploitants sur leurs fermes
- Encouragement au départ des agriculteurs âgés et des exploitants indirects afin de favoriser l'installation des jeunes agriculteurs et du faire valoir direct.
- valorisation des carrières d'agronomes et de techniciens de l'agriculture.
- Contrôle à la production et à la certification des semences
- Encouragement au développement de certaines cultures nouvelles (type fraisier, haricot vert...).

3.2.2) Sur le plan institutionnel :

Le développement des cultures maraîchères était essentiellement axé sur les périmètres nouveaux or la mise en culture de ces périmètres nécessitait l'intervention de la D.H.A.R. - D.P.A. - D.R.E.E. - D.A.F.L. - D.J.O.A. auxquelles s'étaient greffés par la suite l'ONAG ou l'OTD, la REPI..., et, ceci rien qu'à l'échelle du Ministère de l'Agriculture ; sans qu'il y ait jamais eu définition d'une chronologie des opérations ni délimitation des responsabilités respectives ; d'où les retards cumulés jusqu'à ce jour pour la mise en exploitation de ces périmètres.

D'où la nécessité de réduire ces circuits, les unifier si possible et de mettre au point une procédure facile et claire aussi bien à l'échelle conception, qu'exécution et entrée en production pour ces périmètres irrigués.

- Intégration dans un seul organe administratif vertical de toutes les actions relatives aux cultures maraichères : expérimentation, vulgarisation, commercialisation, législation... (type projet céréales).
- Définition avec le Ministère de l'Economie Nationale d'une politique commune pour :
 - La mise en place d'un réseau d'approvisionnement et d'écoulement durable à l'échelle régionale.
 - La mise au point des conditions et structures favorables au développement de l'exportation.

OBSERVATION : La préparation des différents plans a toujours été handicapée par l'insuffisance et la discordance des statistiques existantes ; la présente rétrospective a butté également sur ce même obstacle.

Pour éviter une pareille source de distorsion, il est souhaitable qu'une enquête statistique soit effectuée avant la préparation du prochain Plan.

FIN

28

VUES